



PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Lorraine

## **ARRÊTÉ DREAL-54PCE15PL16**

**Portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-18 du code  
de l'environnement**

**Relative au plan de prévention des risques technologiques (PPRT) sur la commune de  
Saint-Baussant**

Le préfet de département,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 54PCE15PL16 déposée par la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle relative à la réalisation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) sur la commune de Saint-Baussant, reçue et considérée complète le 23/03/2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°12.BI.29 du 1<sup>er</sup> juin 2012 portant délégation de signature de Monsieur le Préfet de la Meurthe-et-Moselle en faveur de Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé du 01/04/2015 ;

Considérant que le projet de réalisation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) sur la commune de Saint-Baussant relève de l'article R122-18 du code de l'environnement précisant que la nécessité de réaliser une évaluation environnementale fait l'objet d'un examen au cas par cas et d'une décision spécifique par l'autorité compétente en matière d'environnement ;

Considérant que le plan de prévention des risques technologiques n'est pas susceptible d'impact notable sur l'environnement puisque celui-ci consiste à délimiter des zonages dans lesquels les constructions sont interdites, sans prescription de travaux d'aménagement ;

Considérant en outre que le parc de stockage de carburant de liquides inflammables de Saint-Baussant a fait l'objet d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter et d'un avis de l'autorité environnementale en date du 4 avril 2014 par le Commissariat Général Développement Durable (CGDD);

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de réalisation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) sur la commune de Saint-Baussant n'est pas soumis à évaluation environnementale.

**Article 2**

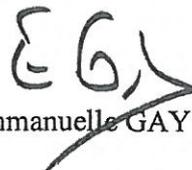
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 III du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet de plan ou programme peut être soumis.

**Article 3**

En application de l'article R.122-18 III précité, le présent arrêté sera joint au dossier d'enquête publique et publié sur le site Internet de la DREAL Lorraine.

Fait à Metz, le 11/05/2015

Pour le Préfet et par délégation,  
la directrice régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

  
Emmanuelle GAY

*Voies et délais de recours*

**Le recours gracieux** doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à  
Monsieur le préfet de la Meurthe-et-Moselle  
1 rue Préfet Claude Erignac  
CS 60031  
54038 NANCY CEDEX

**Le recours hiérarchique** doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à  
Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
Grande arche  
Tour Pascal A et B  
92055 La Défense cedex

**Le recours contentieux** doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au Tribunal administratif :  
Tribunal administratif de Nancy  
5 Place de la Carrière  
54000 Nancy